





Note régionale sur le financement climatique : Moyen-Orient et Afrique du Nord

Charlene Watson, ODI, et Liane Schalatek, HBS

Fondamentaux 9 du financement climatique

FÉVRIER 2020

ans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA),¹ les financements climat de fonds multilatéraux sont principalement concentrés sur quelques grands projets financés par le Fonds pour les technologies propres, à base de prêts, concessionnels ou non. Le montant total² des financements approuvés s'élève à 1,5 milliard US\$, répartis sur 127 projets. Cet argent vise pour l'essentiel des initiatives d'atténuation, malgré d'urgents besoins régionaux en matière d'adaptation notamment pour la gestion de l'eau et la sécurité alimentaire. Sur ce financement total approuvés pour la région, 511 millions US\$ sont octroyés sous forme de subventions. Les projets d'adaptation prennent tous la forme de subventions. Plus de 1,02 milliard US\$ sont octroyés sous forme de prêts, concessionnels ou non et concernent quelques projets d'infrastructure énergétique à grande échelle approuvés par le Fonds pour les technologies propres et le Fonds vert. Les deux principaux pays, l'Égypte et le Maroc qui reçoivent respectivement 27% et 20% du total des financements climat approuvés dans la région tandis que quatre pays de la même région ne perçoivent aucun financement des fonds climat suivis par la Mise à jour. Les financements approuvés ont augmenté l'année dernière de 40,5 millions US\$.

Les enjeux

Les pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord sont très vulnérables face aux changements climatiques, ce qui est susceptible d'aggraver les problèmes de développement persistants. Ces pays sont déjà les plus pauvres en eau du monde et doivent importer plus de la moitié de leurs denrées alimentaires. Le GIEC prévoit que les changements climatiques réduiront très vite le niveau des précipitations dans la région et que ces changements hydrologiques affecteront la disponibilité en eau par personne de 30 à 70% d'ici 2025, diminuant ainsi la productivité agricole et augmentant le risque d'inondations dans les zones côtières urbaines très peuplées (GIEC 2014).

La région possède 57 % des réserves pétrolières mondiales connues ainsi que 41 % des gisements de gaz naturel (malgré une répartition inégale entre les pays). La plupart des pays développent une économie fondée sur l'exploitation de ces ressources en énergies fossiles. La perspective de devoir réduire la consommation de ces carburants fossiles afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) frappe donc les pays producteurs de pétrole de la région comme une proposition coûteuse et réductrice en opportunités économiques. Les modes de vie et de consommation de ces pays sont également très couteux en CO2 puisque les émissions par habitant y sont souvent supérieures de 60 % à la moyenne des pays en développement. En même temps, les taux de pauvreté restent élevés dans de nombreux pays de la région faiblement dotés en ressources tels que le Yémen et Djibouti, les deux pays les moins développés de la région.

Origine des financements

Douze fonds climat sont actifs dans la région (Tableau 1 et graphique 1). C'est le Fonds pour les technologies propres qui fournit la majeure partie des contributions, avec un total approuvé de 867 millions US\$ pour treize projets au Maroc et en Égypte et huit projets régionaux. La majorité des financements a été octroyée sous la forme de prêts concessionnels. Un plan d'investissements en faveur de l'électricité thermique à concentration a également été approuvé pour la région.

Dans le cadre du Fonds vert, trois projets soutiennent le Maroc (pour un total de 97 millions US\$) et, deux projets en Égypte (avec 186 millions US\$) et un au Bahreïn avec 2,3 millions US\$. En 2019, le Fonds vert a également approuvé le premier projet climatique en Palestine, un projet à Gaza avec des domaines multiples sur l'accès aux énergies renouvelables, une banque de l'eau et l'adaptation agricole (avec 26,3 millions US\$). L'Egypte, la Jordanie, le Maroc et la Tunisie bénéficieront également du programme de 378 millions US\$ pour le financement de l'énergie durable, bien que la part du financement qui sera allouée à chaque pays ne soit toujours pas claire. Le Fonds vert soutient également 19 programmes de préparation à travers la région avec 7 millions US\$.

Des financements climatiques bilatéraux sont également acheminés vers la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, complétant les flux de fonds multilatéraux pour le climat. Cela inclut les fonds climatiques bilatéraux de l'Allemagne³. Les fonds bilatéraux, cependant, ne sont pas

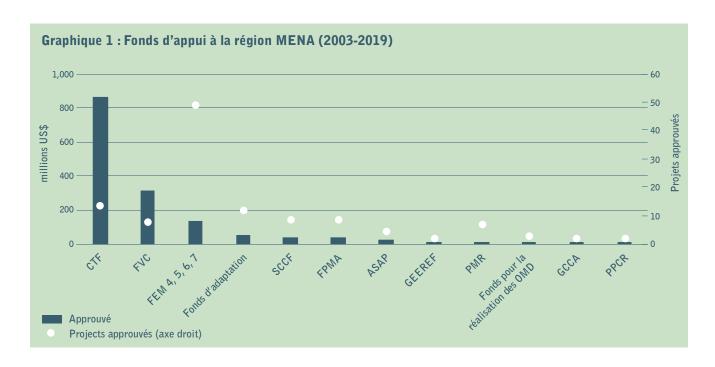
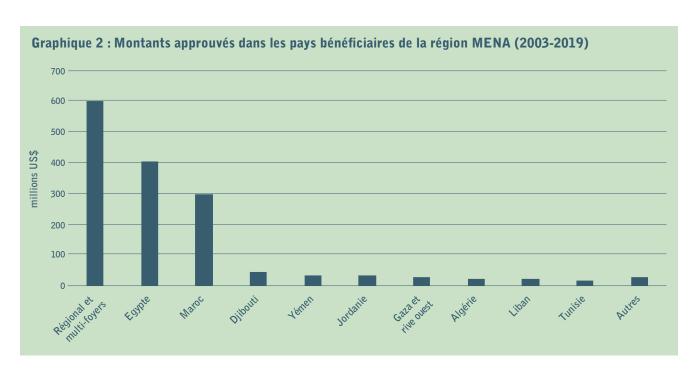


Tableau 1 : Fonds d'appui de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (2003-2019)

Fonds	Montant approuvé (Millions US\$)	Projects approuvés
Fonds pour les technologies propres (CTF)	867.1	13
Fonds vert pour le climat (FVC)	311.8	7
Fonds d'affectation spéciale du FEM (GEF 4, 5, 6,7)	138.3	48
Fonds d'Adaptation (AF)	48,8	11
Fonds spécial du changement climatique (SCCF)	43.5	8
Fonds pays les moins développés (FPMA)	35.1	8
Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP)	22,6	4
Fonds mondial pour l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables (GEEREF)	16.6	1
Partenariat pour la préparation au marché (PPM)	10,2	6
Fonds pour la réalisation des ODD	7.6	2
Alliance mondiale contre le changement climatique GCCA)	3,4	1
Programme pilote pour la résilience climatique (PPCR)	1,6	1



suivis par la Mise à jour des fonds climat étant donné leur manque relatif d'informations détaillées transparentes sur les activités et les dépenses actuelles.

Destinataires des fonds

Les financements climat des fonds climatiques dédiés sont concentrés sur l'Égypte et le Maroc avec un montant total approuvé de 784 millions US\$ et 397 millions US\$ respectivement des fonds multilatéraux pour le climat suivis par la mise à jour des fonds. Nos données montrent que sur les 21 pays de la région, seuls 15 pays reçoivent des financements climat. Les six pays qui ne reçoivent pas de financement climatique comprennent la Libye et la Cisjordanie et la bande de Gaza, deux pays qui font face à des conflits continus, et les Etats riches producteurs de pétrole comme les Émirats Arabes Unis. Djibouti et le Yémen, les deux pays les moins développés de la région, ont reçu ensemble 72 millions US\$. Ces financements sont presque exclusivement dédiés à des projets d'adaptation.

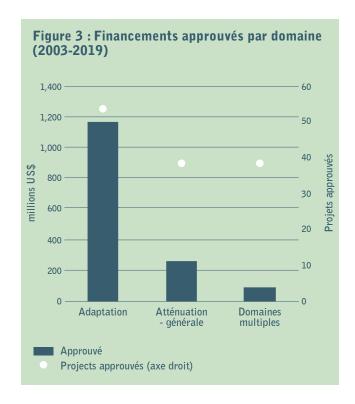
Type de projets financés

Comme le montrent la figure 2 et le tableau 2, 77 % des financements climat approuvés pour la région (plus de 1,2 milliard US\$) sont affectés à des activités d'atténuation. Ce chiffre est en grande partie le reflet de treize projets de la région MENA du Fonds pour les technologies propres, ayant une moyenne de financements de 67 millions US\$ (la moyenne de financements des 93 projets hors Fonds pour les technologies propres dans la région est de 6,6 millions US\$). Le plus grand financement approuvé dans la région est le prêt concessionnel de 238 millions US\$ octroyé en 2014 par le Fonds pour les technologies propres à Noor II et III, Projet de concentration d'énergie solaire, au Maroc. Ce projet fait l'objet d'un effort concerté du Fonds pour les technologies propres pour soutenir le déploiement de cette technologie dans la région. Ce projet de concentration solaire a un potentiel considérable pour générer de l'électricité propre à grande échelle. Les investissements du Fonds pour les technologies propres dans la région MENA commencent à présenter la valeur du financement public international ciblé afin de démontrer la viabilité de cette technologie prometteuse (Stadelmann, Frisari et Rosenberg, 2014). Le plus gros investissement du Fonds vert pour le climat dans la région a eu lieu en 2017 avec l'approbation d'un cadre de financement d'énergie renouvelable pour l'Égypte de 154,7 millions US\$.

Les projets d'adaptation de la région MENA représentent un tiers de la taille des projets d'atténuation en moyenne. Plusieurs fonds pour l'adaptation ont mis en œuvre 38 projets dans la région et ont déjà approuvé un total de 255 millions US\$. En 2019, seuls deux projets d'adaptation ont été approuvés dans la région pour adaptation par FEM 7 et le Fonds pour l'adaptation. Le FEM 7 a également approuvé un projet d'atténuation en Algérie en 2019, le Fonds pour les technologies propres a approuvé deux projets en Égypte, tandis que le Fonds vert a soutenu un projet avec des foyers d'atténuation et d'adaptation à Gaza et trois programmes de soutien à la préparation au Liban, en Irak et en Tunisie.

Tableau 2 : Financements approuvés par domaine (2003-2019)

Thème	Montant approuvé (millions US\$)	Projects approuvés
Atténuation	1167.3	53
Adaptation	254,8	38
Domaines multi foyers	91,1	38



Références

Houzir, M., Mokass, M. et Schalatek, L. (2016). « Gouvernance climatique et rôle du financement climatique au Maroc ». Heinrich Böll Stiftung Maroc et Amérique du Nord.

IPCC (2014). Changement climatique 2014 : impacts, adaptation et vulnérabilité.

Nakhooda, S. et al. (2011) « Briefing régional : Moyen-Orient et Afrique du Nord », série sur les fondamentaux du financement climatique. Overseas Development Institute et Heinrich Böll Stiftung.

Schalatek, L. et al. (2012) : « De l'ignorance à l'inclusion. Investissements multilatéraux dans l'adaptation sensible au genre dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord » - Heinrich BöllStiftung et Gender Action.

Site web de la Mise à jour des fonds climat: www.climatefundsupdate.org (données consultées en décembre 2019)

Stadelmann, M., Frisari, G. and Rosenberg, A. (2014). San Giorgio Group Policy Brief: Le rôle des finances publiques dans le DSP - Leçons apprises. Venice: Initiative de politique climatique.

Notes

- 1. Classification de la Banque mondiale: Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Cisjordanie et bande de Gaza, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, Iran, Irak, Israël, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Malte, Maroc, Oman, Qatar, Syrie, Tunisie, Yémen (voir: https://datahelpdesk.worldbank.org/knowledgebase/articles/906519-world-bank-country-and-lending-groups).
- 2. Les montants totaux concernent tous la période 2003-2019.
- 3. En 2014, la dernière année où la mise à jour a été en mesure de suivre les fonds climatiques bilatéraux, ces flux cumulés vers la région MENA depuis 2008 comprenaient 38 millions US\$ en provenance de l'Initiative internationale de l'Allemagne pour le climat (IKI)

Les Notes Fondamentaux du financement climatique s'inspirent des données de Climate Funds Update et sont disponibles en anglais, en espagnol et en français sur **www.climatefundsupdate.org**

© 0DI et HBS 2020.